

Du traitement journalistique des acteurs politiques dans *Le Grand Journal*

Journalistic Treatment of Political Guests on Le Grand Journal

Patrick Amey



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8655>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.8655](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8655)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 61-76

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Patrick Amey, « Du traitement journalistique des acteurs politiques dans *Le Grand Journal* », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2016, consulté le 10 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8655> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8655>

PATRICK AMEY
Medi@lab-Genève
Université de Genève
CH-1211
patrick.amey@unige.ch

DU TRAITEMENT JOURNALISTIQUE DES ACTEURS POLITIQUES DANS *LE GRAND JOURNAL*

Résumé. — L'article examine comment, à travers son dispositif (fragmentation en rubriques, séquences de questions-réponses, reprises citationnelles), *Le Grand Journal* (Canal +, 2004-) met en scène la politique et les acteurs politiques. Quand bien même se présente-t-elle comme une émission d'info-divertissement, depuis presque une décennie, l'émission est parvenue à accueillir sur son plateau les ténors de la scène politique française. Ayant donné lieu à peu de recherches, l'émission de Michel Denisot est pourtant symptomatique de l'évolution d'émissions *tout terrain* qui misent sur une hétérogénéité discursive, sur l'alternance de registres de parole (critique, ludique, ironique) et sur la performance actorielle conjointe des journalistes et des politiques. Prenant appui sur un échantillon d'émissions diffusées durant la saison 2008-2009, il s'agit de montrer quels sont les cadrages préconisés et comment est mobilisé un jeu de figuration dans les rubriques « La petite question », « Le petit journal » et lors des séquences d'interview des invités politiques. On montrera que, à travers la posture adoptée par les journalistes, *Le Grand Journal* est sous-tendu par des lectures critiques et disqualifiantes de la politique. Les résultats interrogent alors plus largement sur les perceptions déifiantes de la politique que l'info-divertissement peut induire ou entretenir chez les jeunes et les publics populaires.

Mots clés. — Politique, dispositif, registre discursif, journalisme, divertissement, information.

Dans le paysage audiovisuel français, où, depuis les années 2000, s'observe une montée en puissance d'émissions conversationnelles qualifiées parfois d'« *infotainment* », il n'est pas indifférent d'examiner comment ces émissions rendent de plus en plus ténues les frontières entre information politique et divertissement, transformant les modalités d'investissement (en termes de jeu de figuration notamment) des acteurs politiques sur les scènes télévisuelles¹. Si les premiers *talk shows* « *people* » programmés dès le début des années 2000 (*Tout le monde en parle*, France 2, 1998-2006 ; *On ne peut pas plaire à tout le monde*, France 3, 2000-2006) privilégiaient une « parole ornementale » (Lochard, Soulages, 2003 : 82) dans laquelle la politique était quelque peu diluée dans un cadrage à dominante récréative, les acteurs politiques y étant souvent brocardés ou ironisés, dès 2004, le lancement du *Grand Journal* (LJ) sur Canal + a marqué un renouveau du *talk show* à la française. En effet, dès la première année de sa diffusion, LJ a rompu avec le principe de mixité identitaire qui consistait à inviter sur un même plateau des vedettes du *show business* et des acteurs politiques : scindée en deux parties², l'émission de Michel Denisot confère une certaine autonomie à des séquences d'échanges dont la vocation argumentative est manifeste (chroniques, interviews), tout en pérennisant, par une succession de rubriques, un registre de parole parodique et ludique (*Les Guignols de l'info*, Canal +, 1998-). Mais, sous leurs apparentes visées divertissantes, certaines rubriques – « La petite question » ou « Le petit journal » (devenue une émission à part entière en 2011) – ont des effets de cadrage du jeu politique qu'il s'agirait d'examiner.

Ensuite, la posture des journalistes et animateurs mérite d'être signalée : ni trublions (voir Laurent Baffie dans *Tout le monde en parle* ou Guy Carlier dans *On ne peut pas plaire à tout le monde*), ni arbitres ou modérateurs (voir les émissions politiques), certains journalistes (Jean-Michel Apathie notamment) incarnent une figure d'expertise (commentaires, évaluations) tout en demeurant complices de la visée récréative et du ton décalé préconisé par l'émission, de telle sorte que le « contrat de sérieux » (Charaudeau : 1983 : 127) est tantôt présent, tantôt suspendu, selon les rubriques ou séquences.

Depuis son lancement, LJ a modifié au fil des saisons la composition de l'équipe de journalistes et animateurs présente sur le plateau, mais, finalement, l'espace de parole dévolu à la politique s'est maintenu (l'interview et la chronique de Jean-Michel Apathie), puisque l'interview de première partie d'émission s'est instituée – et notre analyse le montrera – comme la scène prestigieuse pour Canal + où les politiques se doivent d'être présents, hors campagne ou non. À cet égard, il faut rappeler que, lors de la campagne présidentielle de 2012, et notamment entre le 9 et le 19 avril 2012, dix candidats à l'élection présidentielle se sont rendus sur le plateau de Michel Denisot.

¹ Note de l'éditeur : *Le Grand Journal* ayant changé de formule et de présentateur (Antoine de Caunes remplaçant désormais Michel Denisot), l'article traite de l'émission sous la forme qu'elle revêtait jusqu'en août 2013.

² Diffusée quotidiennement en *access prime time*, LJ se déroule en deux parties d'une quarantaine de minutes chacune (19 h 05-19 h 50 et 20 h 10-20 h 50), la première consacrée à l'actualité politique, la seconde à l'actualité artistique.

Dans l'étude, on rendra compte de la mesure dans laquelle les dispositifs du *Grand Journal* sont porteurs d'une lecture de la politique, qui se présente comme une alternative légitimante aux formes de railleries et de déstabilisation qui furent en vigueur, par exemple, dans *Tout le monde en parle* ou dans *On ne peut pas plaire à tout le monde*. Nous présumons que le dispositif du LGJ est porteur d'enjeux symboliques inhérents à la mise en représentation de la politique. En ce sens, le jeu de figuration et les images (*ethos*) positives que les invités politiques essaient de donner d'eux-mêmes sont cruciaux, notamment, pour faire fructifier ou entretenir leurs capitaux initiaux de sympathie et de notoriété. Symptomatique de l'hétérogénéité des configurations discursives au sein d'un espace de parole moins homogène qu'il n'y paraît au premier abord, LGJ présente une série de spécificités, notamment énonciatives, qui situent cette émission en phase avec un cadrage plutôt critique, voire désabusé du jeu politique. Se pose alors la question de savoir comment opère la mise en représentation de la politique en vigueur dans LGJ et comment cette émission cadre le jeu politique ? L'hypothèse soutenue est que l'alternance de ces deux postures énonciatives favorise une lecture critique et défiante de la politique et que cette lecture, sous-tendue par un dispositif télévisuel contraignant, rend saillants les « cadres d'interprétation » (Gamson, 1992 ; Iyengar, 1991) à partir desquels les publics sont sollicités à apprécier les actions et la personnalité des acteurs politiques.

D'abord, on portera une attention particulière aux logiques de recrutement des invités en repérant les fonctions occupées par les élus politiques invités dans la première partie du *Grand Journal*. Ensuite, on se focalisera sur les registres qu'impose LGJ à travers certaines de ses rubriques (« Le petit journal », « La petite question »), prenant notamment appui sur un champ notionnel emprunté aux travaux d'Erving Goffman (1955-1964, 1981), pour déceler le jeu de figuration à l'œuvre dans ces rubriques. Quant au corpus d'analyse, il a été constitué de deux émissions du *Grand Journal* diffusées lors du mois d'avril 2009 (02/04/09 avec Jean-Pierre Raffarin ; 07/04/09 avec Bernard Kouchner) et de trois émissions diffusées entre la fin du dernier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010 (le 24/11/09 avec Rachida Dati, le 12/01/10 avec Fadel Amara et le 14/01/10 avec Patrick Balkani).

Structuration et visées du *Grand Journal*

Privilégiant un « format de production intermédiaires et mixte » (Antona, 1998 : 190), LGJ est fragmentée en plusieurs rubriques. Conçue comme une alternative aux émissions d'information des chaînes généralistes concurrentes, celle-ci s'inscrit en phase avec l'identité de la chaîne, au sens où Canal + cultive depuis de nombreuses années un ton iconoclaste, legs de *Nulle part ailleurs* (Canal + : 1987-2001). Historiquement, il faut rappeler que la parodie et la dérision (*Le Vrai Journal*, *CANAL International*) constituent la valeur ajoutée de Canal +. En se mettant à distance de la rhétorique usuelle en vigueur dans le journalisme politique classique (Leroux,

2001), cette chaîne privée convoque la complicité d'un téléspectateur présumé partager les codes de décryptage des mises en scène de la politique. En outre, LCG s'inscrit dans une logique de *contre-programmation* et peut, sur un même créneau horaire, d'une part, opposer aux jeux et aux *talk shows* des chaînes concurrentes une interview politique (en première partie) et, d'autre part, concurrencer en deuxième partie les journaux des grandes chaînes généralistes (notamment TF1, chaîne repoussoir, et France 2) en proposant les *Guignols de l'info* et des interviews d'acteurs du monde des spectacles (chanteurs, comédiens, humoristes) venus promouvoir leur actualité artistique.

Toutefois, la diffusion en clair dès 19 heures de ce *talk show* permet à Canal + de viser un public plus large, expliquant en partie pourquoi cette émission se construit à partir d'une forte fragmentation, d'une multiplicité de registres (humoristique, parodique, critique) et autour de l'invitation d'acteurs issus tant du monde du *show business* que de la sphère politique. De fait, malgré ses parts d'audience plutôt modestes – oscillant entre 7 % et 8 % en 2010 (Médiamétrie, 2010) – *Le Grand Journal* est parvenu en cinq ans à doubler le nombre de ses téléspectateurs (de 4 % en 2004 à 8 % en 2009) et se présente comme une alternative aux émissions politiques, notamment pour des téléspectateurs rétifs à s'exposer aux journaux télévisés ou peu familiers avec les codes et la rhétorique des émissions politiques.

Même si elle est moins portée vers la facétie que *Nulle part ailleurs* ou moins irrévérencieuse que le *Vrai Journal* – les deux émissions de Canal + qui l'ont précédée sur le même créneau horaire –, LCG ne cultive pas la déférence à l'égard du personnel politique : elle privilégie des formes de disqualification du jeu politique qui reposent sur l'utilisation d'images d'archive, de reprises d'articles de presse, de citations ou encore de résultats de sondages. En réalité, ce *talk show* se situe entre une distanciation parodique et humoristique de l'actualité (les chroniques de Yann Barthez ou de Bruno Donnet) et une expertise journalistique (celle, notamment, de Jean-Michel Apathie, éditorialiste et chef du service politique de la radio RTL), absente des premiers *talk shows* programmés au début des années 2000.

En outre, LCG peut être rapproché de certains *talk shows* nord américains, notamment du *Daily Show* (Comedy Central, 1999-) au sein duquel un traitement humoristique des politiciens (le portrait ironisant) est privilégié au détriment d'un traitement plus sérieux de l'actualité. À cet égard, il a été montré que ce type d'émission a pour incidence de favoriser des lectures cyniques et sarcastiques de la politique (Baumgartner, Morris, 2006), spécifiquement auprès des jeunes (les « 18-29 ans »). De façon analogue, dans LCG, le rythme soutenu, les performances d'acteurs des chroniqueurs (par exemple, la rubrique météo décalée et surjouée par Charlotte Le Bon) et la multiplication des rubriques traduisent une volonté de l'instance télévisuelle d'agréger des audiences soumises à la tentation du *zapping*. En cela, ce type d'émission d'info-divertissement s'inscrit dans le prolongement d'une stratégie de mise en contact avec les téléspectateurs « jeunes » et, plus généralement, avec ceux qui sont familiers des pratiques délinéarisées de consommation des contenus télévisuels (*catch up*).

La composition des invités politiques du *Grand Journal*

Si, comme le montre Aurélien Le Foulgoc (2003), certains politiques sont absents des plateaux des émissions d'info-divertissement (par exemple, Jean-Marie Le Pen et Philippe De Villiers), d'autres sont régulièrement invités (par exemple, Jack Lang et Olivier Besancenot). En conséquence, on rappellera que le degré de visibilité des acteurs politiques sur un plateau résulte de paramètres conjoncturels et structurels : ainsi la saillance d'une actualité impliquant un ministère (grève, mouvement social, réforme), les stratégies individuelles des acteurs politiques (acceptations ou refus répétés d'une invitation), les relations nouées par ces derniers avec l'instance de production ou encore leur capital médiatique (la réputation, les aptitudes communicationnelles) sont-ils autant de raisons susceptibles d'expliquer la surreprésentation de certains d'entre eux dans un *talk show*.

Pour un acteur politique, se rendre dans une émission comme LGJ comporte un indéniable risque en termes de mise en danger et de perte de capital politique bien que, en contrepartie, il puisse tirer des bénéfices (notoriété, popularité) de son passage à l'antenne. Cette variable du « degré de mise en danger des invités politiques » – pointée par Érik Neveu (2003 : 109) au sujet des *talk shows* apparus dans les années 2000 – conditionne en grande partie la présence ou l'absence d'invités politiques de premier rang. Justement, l'une des spécificités du *Grand Journal* est de solliciter la présence d'un personnel politique de « premier rang » directement impliqué par l'agenda politique, parvenant ainsi à institutionnaliser sa scène de parole. On peut donc rendre compte de la distribution respective du personnel politique sur les plateaux du LGJ afin de montrer quelles sont les logiques de recrutement des invités qui prévalent dans cette émission.

Tableau I. Le personnel politique en tant qu'invité principal dans la première partie du *Grand Journal* entre mars 2008 et mars 2009.

	Nombre d'invités politiques	Rapport au nombre total d'invités (161 – en %)
Ministres et secrétaires d'État	42	37,2
Opposition	41	36,2
Ex-ministres et ex-chefs de partis	13	11,5
Autres	16	14,6
Total	113	70,2

D'abord, entièrement consacrée à l'actualité politique du jour, la première partie de l'émission prédispose spécifiquement le personnel politique à accepter une invitation (sept invités sur dix sont hommes ou femmes politiques). On est ici loin de la dissémination de la parole des acteurs politiques qui était en vigueur, par exemple, sur le plateau de *Tout le monde en parle* – 4 % de politiques parmi l'ensemble des invités (Leroux, Riutort, 2012). Tandis que l'émission de Thierry Ardisson privilégiait l'invitation de personnalités politiques atypiques et/ou ayant un statut de *bons clients*³ – appartenant aussi le plus souvent à l'opposition –, LCG est parvenu à s'attacher la présence de ceux qui sont sur *le devant* de la scène politique nationale.

Ensuite, sur la période allant de mars 2008 à mars 2009, une personnalité politique sur trois (37,2 %) invitée en première partie d'émission était ministre ou secrétaire d'État. Certes, on est encore éloigné de la situation des émissions politiques des années 80, notamment de *L'Heure de vérité* (France 2, 1988-1995) où, comme l'a montré Éric Darras (1995 : 184), près de 90 % des invités étaient membres du gouvernement ou hommes politiques de « premier rang ». Cependant, au regard de la diffusion mensuelle de *L'Heure de vérité*, celle quotidienne du LCG conforte l'idée que cette dernière émission s'impose comme la scène télévisuelle incontournable pour des politiques qui ont l'occasion de réagir et de commenter l'actualité politique à *chaud* : autrement dit, c'est en grande partie la variable *capital politique* et le suivi de l'agenda qui conditionnent les logiques de recrutement des invités politiques. Enfin, LCG est un espace de médiation qui respecte une certaine égalité d'accès à la parole pour les politiciens des deux camps, puisque autant d'élus de l'opposition que de membres du gouvernement ont été invités dans la première partie de l'émission. C'est donc l'agenda politique et social qui semble dicter les motifs d'invitation du personnel politique : à titre d'exemple, sept ministres furent invités entre le 3 février et le 25 mars 2009, à une période où les mouvements de contestation de la réforme universitaire et la crise sociale liée aux licenciements massifs dans certaines entreprises étaient à l'ordre du jour des principaux journaux télévisés des chaînes généralistes.

Reste que la présence des politiques doit encore être mise en perspective avec la configuration plus générale des invités en présence. Dans LCG, le personnel politique apparaît en première partie de l'émission, mais est rejoint par un autre invité pendant l'émission. La mise en présence d'un élu et de personnalités du *show business* n'a pourtant pas cours, comme c'était le cas, par exemple, dans *Tout le monde en parle*. Dans les faits, ces duos d'invités sont sélectionnés afin de rendre saillants des dissymétries identitaires et des « positionnements énonciatifs » (Amey, 2009) dissemblables. Par exemple, c'est le cas lorsque l'invité politique est mis en présence d'un acteur de la société civile ou un témoin

³ La verve et les embellissements d'Arlette Laguiller, le franc-parler et la bonhomie de Claude Allègre, les attaques récurrentes d'Olivier Besancenot contre le patronat ou la posture hétérodoxe de Nicolas Dupont-Aignan en rupture avec son parti (Union pour un mouvement populaire), autant de traits personnels ou statutaires qui renforçaient, à l'époque, le potentiel d'attractivité de ces politiques sur le plateau de *Tout le monde en parle*.

sollicité pour narrer une expérience vécue. Dans ce cas de figure, le témoin et l'invité politique ne s'exprimant pas depuis le même lieu d'énonciation, ne bénéficient pas des mêmes ressources (l'authenticité et l'émotion du témoignage/l'expertise politique *rationnelle*). De même, mettre en présence Valéry Giscard d'Estaing – personnification de l'ancienne génération d'énarques – avec Rama Yade (20/01/09) – à l'époque, chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'homme – participe de ces mêmes effets de contraste qui ont partie liée, cette fois, à l'appartenance générationnelle de ces deux acteurs politiques. Enfin, inviter sur le même plateau Bernard Kouchner et Bruno Julliard (07/04/09) procède d'une logique similaire puisqu'il s'agit d'opposer un ministre du gouvernement actuel, mais ancien ministre au sein des gouvernements socialistes, et un jeune membre actuel du Parti socialiste. Dans tous les cas, ces duos prisés par la production du *Grand Journal* participent d'une intentionnalité manifeste : inscrire l'invité politique dans un « format de production » (Goffman, 1981 : 9) dont il n'a pas la maîtrise, le contraindre à composer avec un invité tiers et une équipe d'animateurs-journalistes prête à lui apporter la contradiction.

La mise en scène du *Grand Journal*

Tout de même, LGJ présente des traits qui le rapprochent d'autres déclinaisons de *talk shows*, notamment de *Tout le monde en parle* et d'*On n'est pas couché* (France 2, 2006-). Il faut relever la double visée divertissante et informative qu'on retrouve, à des degrés divers, dans certains *talk shows* de fin de soirée, le dispositif de plateau, puisqu'on y trouve, tour à tour : la présence d'un public-plateau acclamatif (applaudir, huer) plutôt « jeune » et disposé en arrière-plan des invités ; des *jingles* sonores ou musiques d'accompagnement ; la position centrale légèrement excentrée d'un animateur-journaliste (Michel Denisot). En revanche, LGJ intègre des animateurs-journalistes présents durant toute la première partie de l'émission (Jean-Michel Aphantie, Ariane Massenet à l'époque) et des journalistes- *performeurs*, qui entrent et sortent par les coulisses afin de présenter une rubrique (Yann Barthès pour *Le Petit Journal*, la présentatrice de la rubrique météo). De fait, la composition de cette équipe est marquée par l'éclectisme des profils, avec une combinaison de journalistes chevronnés (Michel Denisot et Jean-Michel Aphantie) et de journalistes plus jeunes (Ali Baddou, Ariane Massenet ou encore, depuis 2008, Mouloud Achour, transfuge de MTV), fruit d'une stratégie de positionnement d'une émission qui entend fédérer un large spectre d'audience, en adéquation avec son heure de diffusion.

À y regarder de plus près, le dispositif de plateau du LGJ comporte d'autres spécificités. D'abord, un *dispositif frontal* qui oppose les invités et l'équipe d'animateurs et rend compte d'une *grammaire des distances interindividuelles* : une telle disposition proxémique et posturale s'inscrit en contrepoint des dispositifs rassembleurs où prévaut un « principe de concentricité » (Nel, 1990 : 100), adopté par exemple dans

Tout le monde en parle ou dans *On n'est pas couché*. De fait, le vis-à-vis mis en place par LG convoque davantage des « distances sociales » que « personnelles » (Hall, 1959), permettant de tenir compte du différentiel statutaire entre les protagonistes (invités/équipe d'animateurs-journalistes) : il ne se prête pas aux *logiques de proximation* en vigueur d'habitude dans les *talk shows people* et préfigure les échanges plus argumentés entre les journalistes et les élus, notamment lors de la séquence d'interview.

Ensuite, une seconde spécificité du *Grand Journal* tient à la présence d'un écran géant disposé en arrière-plan. L'usage de cette interface technologique autorise la mise en connexion de l'espace plateau avec des séquences extraites de l'actualité filmée. Il participe d'un *dispositif de polyphonie énonciative* par lequel une pluralité de voix, d'extraits de discours d'élus politiques, d'images et de citations reprises de la presse quotidienne confèrent au *Grand journal* son fort ancrage intertextuel. À la différence des émissions politiques classiques, mais aussi des *talk shows* de seconde partie de soirée, LG rompt de façon plus consistante avec le principe d'unité de lieu et d'action. Ses rubriques facilitent la transition d'un registre discursif à un autre : elles assignent une posture actorielle aux journalistes et placent l'invité politique tantôt au centre du dispositif (l'interview, « La petite question »), tantôt à sa périphérie, lui faisant adopter une posture de *spectateur amusé* (« Le petit Journal », « La météo »).

Le registre ironico-critique : « La petite question »

Caractéristique de la pluralité des voix audibles dans LG, la rubrique « La petite question » de Bruno Donnet repose sur des séquences filmiques montées et commentées en voix *off*. Destinée à déstabiliser l'invité politique présent sur le plateau, cette rubrique rapporte des déclarations et montre des images de ses apparitions publiques, le soumettant aussi à une question rhétorique finale. Mais, à la différence du « Petit journal », s'y ajoutent aussi des inserts (inscrire dans le montage un énoncé d'un extrait d'interview d'autres personnalités par exemple) qui, sous le mode de la reprise citationnelle, décontextualisent ces extraits. « La petite question » révèle alors principalement des incongruités ou des contradictions entre les dires et les actions des invités politiques, voire des incohérences entre leur positionnement sur l'échiquier politique et leur *cursum* politique. À titre d'illustration, lorsque, s'adressant à Rachida Dati (21/11/09), suspectée d'avoir soigné son image publique lors d'un déplacement à Bagdad, la voix *off* de Bruno Donnet demande « Pourriez-vous nous expliquer ce qui oppose, en Irak, les chiites au sunnites », se joue à l'évidence une tentative de déstabilisation de la députée européenne, celle qui consiste à souligner son incompétence ou, à tout le moins, sa faible maîtrise de ses dossiers. Il y va de l'enjeu qui consiste à lui attribuer une « place en porte-à-faux » en lui récusant le « rapport à la complétude » (Flahault, 1978 : 97) auquel, en vertu de ses fonctions politiques, elle peut prétendre. Dans la même veine, il est demandé à Bernard Kouchner (07/04/09) si son poste aux « Affaires étrangères au sein du gouvernement du Président Sarkozy est compatible

avec son ancrage à gauche » ?, alors qu'Olivier Besancenot (06/04/09) est placé devant une apparente contradiction à la suite de l'interdiction qui lui fut signifiée de manifester lors du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord : « Vous voulez tout péter et appelez à la révolution et vous voudriez qu'on vous laisse manifester [...] Peut-on alors selon vous faire des omelettes sans casser des œufs ? ».

Le ton décalé sous-tendu par le relâchement dans le registre de la langue et l'exploitation de procédés rhétoriques – par exemple l'ironie par antiphrase – sont destinés à mettre en demeure l' élu politique et à générer des effets de déstabilisation dans le contexte d'un tournage en direct⁴. De la sorte, « La petite question » a valeur d'épreuve rituelle pour l'invité politique, non pas tant par la pertinence de la question posée, que par le fait que cette rubrique est un indicateur de l'aptitude de l'invité politique à gérer des attaques personnelles et à se conformer aux dispositions positivement valorisées dans un tel *talk show* (humour, autodérision). Confronté à ces offensives, l'invité politique est alors contraint soit à manifester de l'amusement, voire de l'ironie – comme François Bayrou (28/09/09) : « C'est une question drôle, maline, fine » –, soit à verser dans le dialogisme en réfutant ou en contestant les propos tenus – à l'instar de Fadela Amara (12/01/10) : « Dans le reportage, il y a quelque chose qui m'agace ». Dès lors, aux mises en péril de la face de l' élu, fondées sur des disqualifications sarcastiques portant sur des attributs personnels ou physiques (arguments *ad personam*) et qu'on observait, par exemple, dans *Tout le monde en parle*, se substituent des arguments *ad hominem*, par lesquels les appartenances à un camp politique, les relations de co-sanguinité suspectes avec d'autres élus ou encore les apparentes incongruités, voire les contradictions entre des discours et des actes sont mises en avant.

Le registre ironico-parodique : « Le petit journal »

Présenté par Yann Barthès, figure du journaliste un brin moqueur et désinvolte, « Le petit journal » se fonde essentiellement sur un registre parodique en prenant notamment pour cible le personnel politique dont il révèle les ratés interactionnels et les incongruités (tics, impairs, flagornerie) lors des apparitions publiques. Devenue une émission en soi lors de la saison 2011-2012, cette rubrique traite de l'actualité des célébrités du *show business* et des personnalités politiques dont les apparitions médiatisées sont soumises à un regard amusé, empreint de dérision et de moquerie. Si « Le petit journal » emprunte en partie aux codes du *people*, c'est pour mieux les parodier. De fait, les saynètes sur lesquelles repose cette rubrique se conçoivent comme un discours de *genre second* qui opère un « réinvestissement parodique d'un texte afin notamment de disqualifier l'autorité du texte ou du genre source » (Gresillon, Maingueneau, 1984 : 114). Cette posture journalistique ouvre la voie à des lectures d'images qui privilégient le recours à des plans arrêtés, à des ralentis ou à des gros plans, conférant à l'image un prétendu pouvoir performatif (la *preuve*

⁴ La première partie du *Grand Journal* est toujours filmée en direct.

par l'image). Ainsi ces séquences se donnent-elles à lire comme autant d'énoncés clos et sui-référentiels, dont l'efficacité rhétorique réside dans le fait que, une fois montrées, elles n'appellent aucune glose ou réfutation.

Illustrative d'un journalisme s'attachant aux symptômes et aux signes du paraître en public, cette rubrique porte le regard du téléspectateur sur des indices visuels (mimiques, postures) aptes à susciter un comique de situation. Le plus souvent anecdotiques, ces images sont parfois compromettantes, dès lors qu'elles s'accompagnent d'un usage d'enregistrements *off the record*, où les politiques sont surpris en « flagrant délit » d'apartés ou de relâchements langagiers. Par exemple, cette séquence, passée à la postérité depuis, dans laquelle Rachida Dati (24/11/09), en pleine séance parlementaire européenne, et oubliant la présence d'un micro-cravate, déclare à une amie sur son téléphone portable : « Je n'en peux plus, j'en n'en plus [...]. Je suis obligée de rester là, de faire la maligne, parce qu'il y a juste un peu de presse et d'autre part il y a l'élection de Barroso ». Si, dans cet extrait, le désinvestissement pour la chose publique manifesté par la députée européenne prête à sourire, d'autres formes de révélations d'actes traduisant une attitude cynique ou à un opportunisme de la part des acteurs politiques sont parfois aussi à l'ordre du jour. Moins dénoncées qu'ironisées, ces révélations, à force de répétitions, ne donnent pas une image valorisée du jeu politique, comme c'est le cas par exemple dans cette autre séquence où l'on voit et entend Bernard Kouchner dire en aparté à Claude Allègre : « Tu es de gauche toi maintenant ? Est-ce qu'il [le président Sarkozy] va te filer quelque chose ? Toi tu ne demandes rien, d'autant qu'il va te le donner ».

Ces intrusions journalistiques dans le « territoire du moi » (Goffman, 1955-1964 : 43 *sqq.*) sont autant d'atteintes aux « réserves d'informations » (*ibid.*) que l'acteur politique entend contrôler lorsqu'il est en présence des caméras : elles permettent à l'énonciateur journalistique d'afficher ses distances avec un journalisme de complaisance que certains, officiant par le passé sur la même chaîne (Karl Zéro notamment) reprochaient volontiers aux journalistes politiques des chaînes concurrentes. Outre ces intrusions dans les coulisses du pouvoir, « Le petit journal » rend aussi compte des impairs de la communication politique, ceux commis dans des situations où, en présence de journalistes, les acteurs politiques entendent avoir un contrôle sur leur image publique. Dans ce cas, l'ironie de Yann Barthès porte volontiers sur l'inauthenticité, voire le ridicule d'acteurs politiques exerçant avec maladresse l'art, présumé trompeur, du *paraître en public*. Y sont notamment brocardés les itinéraires programmés des politiques, leur figuration ostentatoire ou encore leurs recherches de poses avantageuses lors des photographies officielles. De la sorte, « Le petit journal » parvient à concilier le ton irrévérencieux de Canal + avec une déclinaison *peopolisante* d'une émission conçue aussi comme un « divertissement politique », qui mise sur une personnalisation moqueuse de la politique et participe, ce faisant, d'une *décérémonialisation* du jeu politique à laquelle, d'ailleurs, adhèrent volontiers les invités politiques⁵.

⁵ Par exemple, une suite d'extraits montrant Jean-Louis Borloo (31/03/09) multipliant les demandes de cafés lors d'une conférence de presse conduit le ministre à préciser sur le plateau en fin de rubrique :

Par le biais de la révélation des *ratés* ou des travers des apparitions publiques des élus politiques, ce sont bien les activités de figuration et de mise en scène de soi, saisies au prisme des caméras, ou parfois des micros (*l'off the record*), qu'exploite « Le petit journal ». Ces situations, où la « tenue » et la « déférence » (Goffman, 1955-1964 : 43 *sqq.*) sont mises en cause, ont un fort potentiel de reprise médiatique (un dialogisme « inter-médiatique »), puisqu'elles se donnent à voir par la suite tant sur le site du *Grand Journal* que sur ceux de partage en ligne de clips vidéo (YouTube, Dailymotion). Il y va donc de la volonté de Canal + de thésauriser le filon *people* et d'agréger des audiences composites (les jeunes internautes notamment) tout en se distanciant de la logique d'exhibition et de révélation des scandales privilégiée par les émissions *tabloïds* des chaînes concurrentes (notamment *50 min inside*, TF1, 2007-).

Plus généralement, l'usage d'un registre ironique et parodique par lequel le média télévisuel se réfère à lui-même et à son propre discours participe de l'identité de chaîne de Canal + (voir *Le Vrai Journal* de Karl Zéro, Canal +, 1996-2006, ou le succès pérenne des *Guignols de l'info*). Ce registre parodique n'est pas sans conséquence sur la façon dont les invités sont appelés à négocier ce type de prestation télévisuelle. Certes, l'accommodation des politiques à l'atmosphère apparemment *bon enfant* régnant sur le plateau du *Grand journal* – qui n'empêche pas, on le verra plus loin, des séquences plus contradictoires et menaçantes pour les invités – n'est pas une nouveauté⁶. En revanche, moins courants sont ces changements de *positions* (« *footing* ») sollicités par l'instance télévisuelle, qu'il faut entendre comme des modifications de la place ou de l'identité à partir de laquelle s'exprime un locuteur dans un *cadre participatif* donné (Goffman, 1955-1964 : 156 *sqq.*). Au-delà de ses compétences communicationnelles et de son aptitude à laisser transparaître une sincérité dans son propos, l'invité politique doit surtout être en mesure de s'adapter à ces alternances de registres discursifs (ludique, parodique, critique et argumentatif) qui font partie des règles du jeu de l'émission. De la sorte, si, dans LGJ, les invités politiques paraissent insuffisamment « pris au sérieux » pour générer un discours de la dénonciation (Boltanski, Darré, Schiltz, 1984), comme ce fut le cas dans les forums et débats des années 90 (par exemple avec *Médiations*, TF1, 1987-1992 et *L'Hebdo*, Canal +, 1994-1997), ils doivent cependant être en mesure de saisir à quel moment (*kairos*) il s'agit pour eux de ne pas se *prendre au sérieux* afin de satisfaire aux attendus d'une rubrique récréative.

« D'habitude, on me brocarde pour autre chose » (sous-entendu, pour sa consommation d'alcool).

⁶ V. Giscard d'Estaing et son interprétation à l'accordéon avait déjà fait *jurisprudence* dans l'espace télévisuel français (29/09/70), alors qu'on se souvient qu'Yves Mourousi, dans les trois éditions de *Ça nous intéresse, Monsieur le Président* (TF1, 1984-1985), avait ouvert la voie à des formes de familiarité entretenues à l'époque avec François Mitterrand, notamment en demandant, assis sur le bureau présidentiel, s'il était « un président chébran ».

Le registre critique : l'interview de l'invité politique

Le Grand Journal ne se construit pas sur le seul registre parodique ou ironique. Les échanges d'arguments et le registre critique y jouent aussi un rôle important. C'est le cas lors de la séquence d'interview politique, au cours de laquelle l'invité politique est confronté aux questions croisées de l'équipe d'animateurs-journalistes ou encore lors des chroniques et commentaires de l'actualité. Journaliste confirmé, Jean-Michel Apathie fait partie – au même titre qu'Éric Zemmour par exemple –, de ces journalistes qui privilégient le franc-parler et n'entendent pas épargner les politiques lors des interviews : il confère une légitimité journalistique et une expertise politique aux échanges et conduit ce jeu de questions apparentées à autant d'actes de langage indirects qui le conduisent à évaluer, juger, voire à mettre en demeure l'invité politique du jour. À titre d'exemple, après le visionnement d'une séquence filmique dans laquelle le président de la République Nicolas Sarkozy affirmait que « Tout s'est bien passé au G8 », Michel Denisot, intercesseur autoproclamé du public, interroge Jean-Pierre Raffarin (02/04/09) : « Qu'est-ce que ça va changer dans nos vies ? ». Prenant le relais, à son tour, Jean-Michel Apathie pose une question nettement moins consensuelle : « Ils [les leaders des gouvernements du G8] ont trouvé 5 000 milliards de dollars, expliquez-nous d'où ça sort ? Car c'est l'épargne des Chinois qui paie la dette des américains ». L'invité politique est alors conduit soit à réfuter le propos ou à se justifier (un acte, une position), soit à s'expliquer dans un contexte où les incises et interruptions des journalistes sont constitutives de la mécanique interlocutive. En cela, l'invité n'est pas toujours la personne directement référée par l'énonciation journalistique : notamment durant la chronique de Jean-Michel Apathie, il endosse, une posture d'épieur (« *overhearer* » ; voir Goffman, 1981), témoin des disqualifications portées contre un autre acteur politique comme c'est le cas lorsque, devant Jean-Pierre Raffarin, Jean-Michel Apathie commente, images à l'appui, les apparitions publiques de Dominique de Villepin : « Dès fois la politique, c'est amusant. Villepin déjeune avec Royal, il a son bâton de pèlerin. Qu'est-ce qu'il veut de Villepin ? C'est continuer à faire de la politique. Écoutez ce qu'il dit (extrait à l'écran) : il se fout des régionales ».

Parmi les techniques argumentatives de disqualification spécifiquement utilisées par Jean-Michel Apathie, l'« argument de culpabilité par association » (Gauthier, 1995 : 179) tient une place de choix : il permet de « discréditer l'adversaire en le rendant en quelque sorte responsable d'une action supposément répréhensible commise par une autre personne à laquelle on relie l'opposant » (*ibid.*). Pour illustration, on mentionnera cette séquence où Bernard Kouchner (07/04/09) est interpellé à propos du ministre Éric Besson – que l'on voit, à l'image, conspué lors d'une visite dans un centre d'accueil pour réfugiés –, et invité à se prononcer sur les expulsions des immigrés clandestins décrétées par le gouvernement de l'époque. Les demandes d'appréciation comme les mises en cause de la ligne de conduite des acteurs politiques tendent à contraindre l'invité à prendre position et à se justifier, à l'instar de Bernard Kouchner qui rétorque : « Attendez, attendez [...], je détestais l'immigration choisie, maintenant on a l'immigration concertée. C'est pas

sympathique, je préférerais que les frontières soient ouvertes, mais on ne peut pas. On n'a pas à rougir de cette politique ». Contraint par ses fonctions ministérielles de défendre la politique du gouvernement, mais n'aspirant simultanément pas à renier publiquement ses principes, Bernard Kouchner doit composer avec ces tentatives de déstabilisation inhérentes à ces arguments *ad hominem*.

Une seconde stratégie d'argumentation *ad hominem* à visée disqualifiante et récurrente dans les pratiques des journalistes du LGJ consiste à démasquer les intentions présumées des acteurs politiques : ceux-ci, suspectés d'être dépourvus d'une ligne de conduite ou tenus pour incapables de traduire leur discours en acte, sont partie prenante d'un jeu politique perçu au prisme de la politique tacticienne, faite de conquêtes, d'alliances, de luttes et de positionnements partisans (« *horse racing* »). Avec cette modalité de cadrage, le discours d'information contribue non seulement à *définir un problème* ou à attribuer des responsabilités individuelles et collectives aux acteurs du jeu politique (Entman, 1993), mais aussi à suggérer des évaluations qui inscrivent les actions des acteurs politiques dans une grille de lecture moralisante. En cela, LGJ semble être en mesure de fixer les cadres à partir desquels il propose aux téléspectateurs de juger ou d'évaluer un événement politique (par exemple, la réunion du G8 et l'injection de fonds propres dans les banques par l'État, l'opération de séduction publique d'un élu, etc.). Évoquant le sommet du G8 et prenant appui sur une citation du président de la République d'alors (Nicolas Sarkozy), Jean-Michel Apathie soulève *in abrupto* la question des droits de l'homme en Chine : « Vous savez Jean-Pierre Raffarin qu'est-ce qui se passe au Tibet. Vous êtes d'accord ? On abandonne le Tibet ? ».

Dans ces grilles de lecture, la politique est présentée comme une suite de faux-semblants, de compromissions et de contradictions. Afin de soutenir un tel cadrage de la politique, l'un des *modi operandi* privilégié par Jean-Michel Apathie consiste à basculer d'une énonciation à une autre en procédant à une *mise en abyme énonciative* : par celle-ci, une parole rapportée est commentée par le chroniqueur qui, à son tour, demande à l'élu de gloser l'énonciation-source attribuable à un autre acteur politique afin d'en apprécier les actions ou les dires.

Conclusion

Dans *Le Grand Journal*, quel que soit leur positionnement sur l'échiquier politique, les acteurs politiques sont en situation d'injonction paradoxale : sommés de répondre au jeu directif de questions-réponses et d'interpellations conduites par l'équipe de journalistes, ils sont aussi invités à se fondre dans le registre ludico-parodique qu'imposent les rubriques récréatives structurant ce *talk show*. La posture de *performeur* adoptée par des journalistes prompts à légitimer leurs assertions en prenant appui sur la *doxa*, les sondages d'opinion et les *petites phrases* des politiques suggèrent que ces derniers, fussent-ils ministres ou secrétaires d'État, perdent une partie de leur *magister dixit* en s'engageant dans ces prestations télévisuelles :

le prestige et les précautions oratoires se rapportant à la fonction politique ne trouvent alors pas un terrain favorable sur le plateau, notamment parce que les invités politiques sont appelés à adopter tantôt un registre critique où ils sont pris à partie ou conduits à prendre position, tantôt un registre ironico-parodique où ils doivent faire preuve d'humour et adopter une posture de relâchement.

À cela s'ajoute le fait que, dans *Le Grand Journal*, les images montées et le recours aux extraits de discours (les citations *in absentia* par écran interposé) tendent à décontextualiser le discours d'information et permettent aux journalistes de faire des commentaires à visée disqualifiante qui portent moins sur la personne de l'élu politique que sur ses choix politiques, ses affiliations et l'orientation *idéologique* de sa classe politique d'appartenance. De fait, on trouve dans cette émission certains ingrédients caractéristiques des dernières générations de *talk show* : familiarité, langue moins guindée, évitement des marques cérémoniales et insistance sur un *jeu de figuration*, par lequel le personnel politique a tout intérêt à faire valoir un *ethos* d'authenticité (franc-parler, sincérité) s'il entend satisfaire les attentes des publics *zappeurs*, notamment celles des jeunes et des téléspectateurs réfractaires aux formes traditionnelles de représentation télévisuelle du politique.

On dira que *Le Grand journal* est sous-tendu par une double logique : une *logique de proximation* adoptée par des élus en quête de popularité dans le contexte d'une crise de la représentation du politique et d'une défiance généralisée des publics, notamment populaires, à l'égard du personnel et des discours politiques ; une *logique de capture* de ces publics par une instance télévisuelle qui souscrit à des impératifs d'audience, afin de satisfaire tant les publics populaires, *gros consommateurs* de programmes télévisuels (Coulangeon, 2005), que les publics de catégorie socioprofessionnelle supérieure. En fin de compte, ce *talk show* est parvenu à mettre en scène de nouvelles formes de médiatisation du jeu politique où s'entremêlent à la fois une exploitation *décalée* du filon *people* (« Le petit journal ») et un traitement plus sérieux et critique des actes et des discours des acteurs politiques.

Si la fragmentation de l'émission en rubriques est un moyen d'éviter la confusion des genres, une telle mise en scène du politique permet d'exploiter la symbiose grandissante entre la télévision et l'internet (voir le succès des sites de partage de vidéo en ligne), de valoriser le recours à la *preuve par l'image* et, enfin, de proposer des séquences d'interview *contraignantes* pour l'invité politique. Toutefois, à force de regarder et de commenter le monde politique par la lucarne de l'anecdote, des images officielles et d'autres *événements de parole* (citations, extraits, *petites phrases*), *Le Grand Journal* observe la politique au prisme de la représentation médiatisée des politiques et de leurs activités. Avec ce regard tautologique, les cadrages parodiques, ludiques et critiques de la politique proposés par Canal + ne relèvent-ils pas finalement d'un artefact par lequel les acteurs politiques finissent par être les *victimes* de leurs propres stratégies de mise en visibilité dans l'espace public ? Qui plus est, en s'accommodant du registre parodique et en acceptant cette hybridation propre au genre info-divertissement, les invités politiques adoptent des postures énonciatives connues d'avance, prévisibles et

qu'ils maîtrisent. En cela, la scène d'interlocution du *Grand Journal* donne lieu à un système *gagnant-gagnant* : alors que les journalistes parviennent à imposer leur cadrage aux acteurs politiques de premier rang, ces derniers, en acceptant une invitation sur le plateau de Michel Denisot, gagnent en visibilité auprès de publics qui leur échappent en partie dans les émissions politiques (les plus jeunes notamment) et parviennent souvent, au gré du calendrier politique, à imposer leur agenda aux premiers.

Références

- Amev P., 2009, *La parole à la télévision. Les dispositifs des talk-shows*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Antona M.-F., 1996, « Typologie des trilogues dans les émissions de plateau », pp. 186-199, in : Kerbrat-Orecchioni C., Plantin C., dir., *Le trilogue*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Baumgartner J., Morris S., 2006, « The Daily Show effect Candidate Evaluations, Efficacy and American Youth », *American Politics Research*, 34 (3), pp. 341-367.
- Boltanski L., Darré Y., Schiltz M.-A., 1984, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51, pp. 3-40.
- Charaudeau P., 1983, *Langage et discours*, Paris, Hachette.
- Charaudeau P., Ghiglione R., 1997, *La parole confisquée. Un genre télévisuel : le talk-show*, Paris, Dunod.
- Coulangeon P., 2005, *Sociologie des pratiques culturelles*, Paris, Éd. La Découverte.
- Darras É., 1995, « Le pouvoir médiocratique ? Les logiques du recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix*, 30, vol. 8, pp. 183-198.
- Entman R., 1993, « Framing : Toward Classification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, 43 (4), pp. 51-58.
- Flahault F., 1978, *La parole intermédiaire*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Gamson W., 1992, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Gauthier G., 1995, « L'argumentation périphérique dans la communication politique. Le cas de l'argument *ad hominem* », *Hermès*, 16, pp. 167-185.
- Goffman E., 1955-1964, *Les rites d'interaction*, trad. de l'anglais par A. Khim, Paris, Éd. de Minuit, 1974.
- 1981, *Façons de parler*, trad. de l'anglais par A. Kihm, Paris, Éd. de Minuit, 1987.
- Grésillon A., Maingueneau D., 1984, « Polyphonie, proverbe et détournement », *Langage*, 73, pp. 112-125.
- Hall E.T., 1959, *Le langage silencieux*, trad. de l'américain par J. Mesrie et B. Niceall, Paris, Éd. Le Seuil, 1984.
- Iyengar S., 1991, *Is Anyone Responsible? How Television Frames Political Issues*, Chicago, University of Chicago Press.
- Le Foulgoc A., 2003, « 1990-2002 : une décennie de politique à la télévision française : du politique au divertissement », *Réseaux*, 118, pp. 23-63.

- Leroux P., 2001, « Le journalisme télévisé cible de la dérision. Le Journal de CANAL International », *Hermès*, 29, pp. 91-99.
- Leroux P., Riutort P., 2012, « La parole politique à la télévision. Les dynamiques d'émergence de nouveaux régimes discursifs », pp. 41-58, in : Amey P., Leroux P., dirs, *L'échange politique à la télévision Interviews, débats et divertissements politiques*, Paris, Éd. L'Harmattan,
- Lochard G., Soulages J.-C., 2003, « La parole politique à la télévision : du logos à l'ethos », *Réseaux*, 118, pp. 65-95.
- Médiamétrie, 2010, *Médiamat. Rapport annuel 2010*, Levallois, Médiamétrie.
- Nel N., 1990, *Le débat télévisé*, Paris, A. Colin.
- Neveu É., 2003 « De l'art et du coût d'éviter la politique. La démocratie du *talk-show* version française (Ardisson, Drucker; Fogiel) », *Réseaux*, 118, pp. 95-134.
- Rouquette S., 2002, *Vie et mort des débats télévisés. 1958-1990*, Paris/Bruxelles, Ina/De Boeck.